

## CONTRIBUTION DE LA TRIBUNE DES AUTEURS

### Préambule

Comme l'a récemment analysé l'hebdomadaire culturel Télérama, le constat de la situation des auteurs (scénaristes & cinéastes) est plus que préoccupant. « Érosion des revenus, précarité croissante, absence de statut professionnel de l'auteur, morcellement des instances censées les représenter et les défendre, faiblesse des aides, inégale répartition de la valeur produite, embûches administratives... De quoi nous reléguer dans « l'angle mort des politiques publiques ». »

Nous sommes littéralement les impensés de la filière créative, alors même que nous sommes à l'origine des projets.

En qualité d'auteurs, réalisateurs, scénaristes **nous participons pleinement de la notion d'initiative régionale**, un objectif cher à la Région Nouvelle-Aquitaine.

Avec la Tribune des auteurs, dès 2019, nous alertions les collectivités locales sur notre invisibilité, malgré la présence significative d'une communauté d'artistes auteurs en Nouvelle-Aquitaine. Nous nous réjouissons d'avoir été récemment sollicités afin de participer à la réflexion portant sur la convention CNC/Région/Départements/DRAC.

Ainsi, ce document a été établi sur la base des remarques et interrogations de la Tribune des auteurs portant sur la convention de coopération (2020/2022) entre le CNC, la Région Nouvelle-Aquitaine, les conseils départementaux (Charente, Charente Maritime, Dordogne, Gironde, Landes, Lot-et-Garonne) et la DRAC Nouvelle-Aquitaine. Nous espérons qu'il ouvrira un **cycle de groupes de travail** avec l'ensemble des partenaires institutionnels destiné à poursuivre et affiner nos échanges.

Le contexte global du cinéma et l'audiovisuel français est en cours de recomposition.

Les collectivités territoriales ont un rôle clé, et en qualité de cinéastes et scénaristes implantés dans les territoires, **nous avons vocation à participer de cette démarche de régénération**.

Le CNC a souvent évoqué l'idée selon laquelle les auteurs seraient placés au cœur de la réflexion de ce nouveau cycle de convention de coopération avec les collectivités locales.

Cet objectif, concrétisé notamment au plan national par un nouveau dispositif, l'aide au parcours d'auteur, nous semble d'autant plus nécessaire que la situation des cinéastes et des scénaristes a été douloureusement impactée par la crise de la COVID19.

À ce titre et avant de soumettre nos réflexions relatives à la convention CNC/DRAC/Région/Départements, nous rappelons la nécessité de la mise en œuvre d'**une étude** permettant d'appréhender précisément la situation des auteurs du cinéma et de l'audiovisuel de notre région. La constitution d'un **Fonds d'urgence** à l'instar de ceux engagés en faveur d'autres acteurs de la filière cinématographique et audiovisuelle nous paraît également une priorité. Concernant ces deux points, nous sommes à la disposition des services de la Région et de l'agence ALCA afin d'apporter notre contribution aux réflexions en cours.

## Titre 1 : Soutien à la création et à la production

Nous nous sommes attachés à aborder les différents points selon la chronologie des articles.

Nous sommes, bien entendu, favorables aux soutiens à l'émergence mais le déploiement de dispositifs tels que Talents en court ne peut constituer l'exclusivité de la notion d'accompagnement. La situation des auteurs décentralisés, particulièrement en fiction, induit des spécificités qui appellent également au renforcement de l'accompagnement de cinéastes et scénaristes plus expérimentés.

Ainsi, ces derniers pourraient être plus régulièrement mobilisés auprès des nouveaux entrants issus de Talents en court ou de La Ruche.

La Région dispose d'un vrai potentiel renouvelé et diversifié d'intervenants implantés sur le territoire tant en fiction, qu'en animation ou en documentaire.

Notre expérience et notre savoir-faire pourraient être mieux exploités et valorisés. Certains d'entre nous sont déjà régulièrement sollicités par des opérateurs ou des organismes extraterritoriaux.

Concernant le soutien sélectif à l'écriture, à la réécriture et au développement, la plupart des conseils départementaux revendique ce type d'aides. Nous nous en réjouissons. Néanmoins, les modalités d'intervention ne sont pas précisées et dans certains cas il ne paraît pas dans les annexes financières de crédits dédiés. Il est très important de pouvoir compter sur des précisions (objectifs, modalités d'engagement...) de la part des départements.

Pour l'aide à l'écriture et à la réécriture de la Région, coordonnée par l'agence ALCA, nous souhaitons que **seuls les auteurs puissent déposer leur projet** (y compris en cas de producteur engagé).

Par ailleurs, afin de faire entendre la voix des scénaristes, nous souhaitons que ces derniers puissent déposer des **projets « on spec »**, c'est-à-dire un scénario non commandé ou sollicité. Une vraie nouveauté dans le schéma d'intervention régionale et un signe fort en faveur de la profession. Le concours sélectif de la région constituant un label pour le scénariste en vue de l'intérêt d'un producteur et d'un cinéaste.

La Région a favorisé l'émergence d'un nouveau dispositif, l'aide au projet d'après.

Il nous semble qu'un échange avec les auteurs et réalisateurs, à l'issue d'une première session d'attribution, pourrait permettre de **faire un point d'étape** et le cas échéant, de faire évoluer le dispositif vers une aide au parcours d'auteur (sans d'ailleurs que celle-ci soit adossée systématiquement aux modalités du dispositif national).

Selon nous, **l'aide au parcours d'auteur serait fondée non pas sur un soutien spécifique à une œuvre mais destinée à valoriser la démarche « laboratoire » du travail de l'auteur** : documentation, repérages, mobilité, formation, recherche & développement, croquis audiovisuel, essais...

La diversité des œuvres passent aussi par la diversité des parcours, et ce dispositif serait en phase avec la dimension de prototype de nos métiers.

Notre territoire se caractérise également par un nombre conséquent de résidences. Il nous semble nécessaire que ces dernières puissent faire l'objet d'un **point d'évaluation** dans le cadre de l'étude que nous appelons de nos vœux sur les auteurs en Région, et par extension sur leur environnement professionnel.

Concernant le bureau des auteurs et des projets, il serait tout à fait intéressant de pouvoir compter sur un **rendez-vous mensuel** avec sa responsable afin d'évoquer ensemble les questions d'actualités et le cas échéant de participer à la définition des thèmes de rencontres ou master-class. La mobilité reste une question récurrente de nos professions alors que la notion de délégation paraît s'appliquer encore davantage aux producteurs qu'aux auteurs.

**Nous insistons sur cette notion d'auteur décentralisé** car en 2021, particulièrement en fiction, les sphères de décision restent majoritairement centralisées, rendant à ce titre nécessaire la constitution de dispositifs et d'outils de connexion et de mise en réseau.

À ce titre les festivals seraient des précieux partenaires.

Il existe désormais un **premier collègue** au titre des aides à la production. Sa déclinaison est-elle envisagée dans le cadre des aides à l'écriture ? Pour rappel, c'est le cas au CNC.

Concernant le volet COM nous souhaitons que puisse être engagée une réflexion qui ouvrirait les **conventions d'écriture**, strictement prévues par les chaînes au titre du documentaire, à l'écriture de **fiction (unitaire ou série)**. Des exemples particulièrement inspirants existent en Bretagne. De même, l'achat de programmes courts et une émission magazine dédiée à la fiction en Région pourrait être envisagés.

Pour le **Fonds Film**, nous souhaitons que le principe de **réciprocité auteur/producteur** dans les modalités d'intervention et d'attribution s'applique. Un producteur extraterritorial, quand il développe ou produit un auteur implanté en Région, doit pouvoir être éligible au même titre qu'un producteur régional qui développe ou coproduit un auteur extraterritorial.

Par ailleurs, deux sessions annuelles du Fonds Film contre 1 actuellement seraient un plus.

Il y a sans doute **d'autres points à évoquer ensemble**, et ce document est destiné à poursuivre nos échanges. Nous tenions à vous remercier de la confiance que vous nous avez témoignée. Vous avez porté à notre connaissance le texte de la convention avec le CNC, placé sous le signe de la coopération entre collectivités et le Ministère de la Culture. Sachez bien que c'est le même état d'esprit qui nous anime.

Notre volonté de dialogue avec nos institutions est d'autant plus nécessaire qu'il a lieu dans un contexte troublé. Et nous avons pleinement conscience que vous subissez aussi ces turbulences dans l'exercice de vos fonctions.

Bien à vous

**Les auteurs de la Tribune**

Selim Bentounes, Jean-Raymond Garcia, Claire Maugendre, Sébastien Jounel